

COMPTE-RENDU DE MISSION



Intitulé de la mission :

Atelier chemins de transition MED2050 Croatie

Date :

Du 25/03/2025 au 26/03/2025

Lieu :

Dubrovnik, Croatie

Auteur :

Khadidja AMINE



Contexte et objectifs :

L'atelier "Chemins de transition MED2050", co-organisé par Plan Bleu et l'Ambassade de France en Croatie, visait d'une part à présenter l'étude prospective MED 2050, et d'autre part à mettre en discussion les scénarios MED 2050 afin de tracer des chemins de transition pour un développement durable de la Croatie et de la région méditerranéenne dans son ensemble, à l'horizon 2050, en partant d'une perspective croate. L'objectif ultime de cet atelier était, à partir de deux scénarios choisis par les participants, d'imaginer des chemins de transition pour aller vers le souhaitable (pour un scénario positif) et/ou éviter l'inacceptable (pour un scénario négatif).

Objectifs :

1. Présenter et mettre en discussion les scénarios MED 2050 et leur plausibilité, du point de vue croate ;
2. Situer le pays par rapport aux scénarios (du point de vue des politiques qui sont menées à l'échelle nationale et du contexte extérieur) et la place de la mer dans leurs propres politiques
3. Dessiner des chemins de transition en identifiant les actions prioritaires possibles à mener dans le pays à court, moyen et long terme pour aller vers le scénario et les conditions pour que cela puisse se faire, en tenant compte aussi du contexte extérieur pour un scénario positif, et à l'inverse identifier les actions prioritaires possibles à mener dans le pays à court, moyen et long terme pour éviter ce scénario et les conditions pour qu'il ne se réalise pas pour un scénario négatif.

Participants :

- Ms. SUICA Dubravka, Commissaire européenne pour la Méditerranée (matinée de la 1ère journée)
- Ms. TELSIC Jelka, Maire de Dubrovnik (matinée de la 1ère journée)
- Ms EVERS Véronique, PAP/RAC Programme Officer
- Mr. CARIĆ Hrvoje, Researcher, Tourism Institute
- Mr. MANDIC Ante, Deputy Professor, Split University
- Mr. MATIC Ivan, Membre du Conseil d'Administration du "Mouvement des îles"; Vice-Président pour la Méditerranée de la Fédération Européenne des Petites Îles (ESIN), Pokret otoka Association
- Ms. KUHAR Miljenka, Director, DOOR Association
- Mr. MIKULIC Nenad, Director, Association croate des experts en protection de la nature et de l'environnement
- Ms. GAVRILOVIC Ana, Professor, Agriculture Faculty of Zagreb
- Ms. ZORKO Marta, Geopolitics Professor, Zagreb University
- Ms. MLINAREVIC Kornelija, Zagreb Development Agency
- Ms. RAJCIC Ana-Marija, Head of Department, Institute for Physical Planning of The City of Zagreb
- Ms. KORDIC Monika, Founder and CEO, Green HQ
- Ms. POLZER Margarita, Responsable of Protection and Nature Conservation, Mljet Island National Park, Dubrovnik Bassin
- Ms. BATISTIĆ Mirna, Director and Researcher, Institute for Marine and Coastal Research, University of Dubrovnik
- JASPRICA Nenad, Institute for Marine and Coastal Research, University of Dubrovnik
- Ms. MILICIC Ana, Head of Civil Security of Dubrovnik
- Mr. KUSCEVIC Srdjan, Head of Civil Protection Regional Office in Split
- Ms. VARLEC Dijana, Croatian Business Council for Sustainable Development

Equipe de l'Ambassade de France

- Mr FIESCHI Fabien, Ambassadeur de France en Croatie
 - HALIMI Estelle, COCAC Ambassade de France
 - NODILO Amélie, Chargée de mission à l'Ambassade de France
-

Équipe Plan Bleu

Denis Lacroix

Robin Degron

Khadidja Amine

Éloïse Leguérinel

Christelle El Selfani

Points de discussion :

Matinée du 25 mars :

Le début de matinée a été consacré aux introductions protocolaires d'invités de marque après un message de bienvenue et la présentation du programme des deux jours d'atelier par Robin Degron (Directeur du Plan Bleu).

- Introduction à l'atelier par quelques messages à visée protocolaire :
 - o Mme Dubravka Suica (Commissaire européenne à la Méditerranée) a ouvert la session en rappelant que son objectif est de rapprocher les rives de la Méditerranée et que tout est lié : environnement, développement, économie, connexion entre les personnes, migration. Elle exprime son intérêt à assister à cette conférence, pour écouter les idées développées dans l'exercice de prospective du Plan Bleu, car 2050 est un jalon important pour le Pacte vert européen avec les étapes importantes de 2030 et 2040. Elle fait notamment référence à l'Europe comme un continent à zéro émission nette de GES en 2050 et les efforts mobilisés pour atteindre cet objectif, tout en ne négligeant pas la compétitivité de l'Europe. Il faut donc rester compétitif tout en luttant contre le changement climatique. Comment garder cette mer Méditerranée, "mare Nostrum" propre ? Si nous, nous tenons les standards dans cette partie de la Méditerranée (côté européen), et si d'autres parties au Maghreb : Maroc, Algérie, Tunisie et d'autres pays ne respectent pas les standards alors notre travail est accompli en vain. Nous devons regarder comment partager non seulement nos valeurs communes mais aussi les standards communs ; ce n'est pas aisé, mais cela dépend de leur développement. C'est la raison pour laquelle, Mme Suica annonce travailler sur la préparation d'un nouveau Pacte pour la Méditerranée, notamment avec le Moyen-Orient (Syrie, Israël, Palestine, Liban, Jordanie), avec les pays du Maghreb (les pays déjà mentionnés : Maroc, Algérie, Tunisie, et Egypte, Libye) et aussi les pays du Golfe, qui ne font pas partie de la Méditerranée, mais, selon elle, on ne peut pas penser le futur de la Méditerranée, sans ces pays qui sont très importants pour différentes raisons. Mme Suica précise ce qu'est sa tâche principale : préparer des partenariats stratégiques bilatéraux sur différents sujets sur lesquels nous sommes d'accord dans l'UE et avec ces pays. Ces accords existent déjà avec certains pays comme la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie, et nous travaillons sur un accord avec le Maroc, mais avec le Maroc, il y a des questions politiques qui se posent, comme celle du Sahara occidental, et l'UE essaie de résoudre ces questions et elle espère avancer avec le Maroc. Un nouveau partenariat concerne le Liban, mais là encore tout dépend d'un cessez-le-feu, et de la situation politique. Il n'est pas si facile de parler de standards dans un pays qui connaît la guerre. Pour comprendre notre but final, et pourquoi nous avons établi un portfolio pour la Méditerranée pour la première fois à la Commission européenne, c'est parce que nous souhaitons être un "parapluie" pour toutes les problématiques qui sont pertinentes pour la Méditerranée ; par exemple : l'énergie et la connexion entre les personnes. Malheureusement pour le premier accord avec la Tunisie, il y a eu une mauvaise compréhension car la perception a été que l'on faisait tout cela à cause des migrations, pour résoudre les problématiques migratoires. Il est certain que l'immigration est un des piliers de ces accords mais il y a d'autres problématiques concernées. Nous souhaitons porter les entreprises européennes à travailler et à développer les industries et les économies du Maghreb et du

Moyen-Orient, d'apporter nos standards à ces pays avec ces entreprises, de produire de l'énergie renouvelable pour se passer de l'énergie russe qui est de l'énergie fossile. Nous essayons de produire de l'énergie moins coûteuse dans cette partie du monde et de l'importer en Europe pour se passer du gaz et du pétrole russe. Dans le même temps, nous apportons des avantages à ces pays ; nous développons leurs infrastructures, nous construisons de nouveaux pipelines. Pour l'énergie renouvelable, il s'agit du solaire, du vent, de l'hydrogène. Ainsi, nous développons et nous les aidons à mieux se développer et nous créons de nouveaux emplois dans ces pays. Mme Suica précise qu'elle n'est pas seulement chargée du portefeuille de la Méditerranée à la Commission européenne, mais elle a la charge aussi de la démographie. Elle rappelle que plus de 50% des jeunes dans cette partie du monde aujourd'hui est âgé de moins de 25 ans et qu'il y a besoin de nouveaux emplois. En amenant nos entreprises dans ces pays, en construisant des infrastructures, en produisant de l'énergie, nous créons de nouveaux emplois, et en faisant cela, nous nous attaquons aux causes profondes des migrations. Ces jeunes peuvent rester chez eux s'ils le veulent, ils peuvent venir en Europe s'ils le souhaitent. Pour cela, nous créons des voies légales pour leur permettre de venir. Et pour cela nous avons signé des partenariats pour les talents avec différents pays. Ces partenariats sont pensés pour être gagnant-gagnant pour éviter la fuite des cerveaux dans ces pays. Le plus important, est que nous n'imposons rien, car ces pays n'étaient pas satisfaits de la manière dont les a traité l'Europe ces derniers temps. C'est la raison pour laquelle je voyage autour de la Méditerranée, pour écouter, pas seulement les autorités, mais aussi la société civile, car nous sommes beaucoup critiqués pour le fait de communiquer avec ces régimes autocratiques, car ils ne respectent pas le rôle de la loi, la démocratie, la liberté, les droits fondamentaux, ce qui est vrai. Nous avons des étapes importantes, des objectifs, des conditions pour travailler avec eux, et les organisations de la société civile et les organismes gouvernementaux sont très utiles, et nous ne serions pas en mesure de faire ce travail sans elles. Même s'ils ne sont pas suffisamment démocratiques, si nous ne sommes pas présents (avec eux), qui le sera ? Ils sont nos voisins du Sud, la Chine est présente, la Russie aussi, et d'autres, alors pourquoi laisser les autres y être présents, et si nous pouvons aussi y être d'autant plus que nous sommes proches voisins. Nous voulons qu'ils fassent partie de nous et c'est ce que nous essayons de faire, mais toujours en partenariat. 1 mégawattheure d'électricité est produite en Europe en moyenne à 60 euros et la même chose est produite dans ces pays à 30 euros. C'est moins cher, nous avons donc juste besoin d'importer cette énergie en Europe, et c'est un bénéfice mutuel, pour eux, comme pour nous. Pour mentionner l'environnement, et la Déclaration de la Convention de Barcelone, et cette année, en novembre, ce sera le 30ème anniversaire de la Convention de Barcelone, il y aura des célébrations à Barcelone. Nous avons établi petit à petit l'Union pour la Méditerranée. C'est important parce que nous avons des standards en Europe, mais si nous ne pouvons pas les promouvoir là-bas, nos normes, standards, valeurs, de même que pour les objectifs de l'Accord de Paris, si d'autres pays comme la Chine, les USA ne font pas partie de l'Accord de Paris, nous ne pouvons pas faire grand chose. L'Europe produit 8% du CO2, donc comment pouvons nous sauver la planète. Nous insistons sur le Pacte Vert de l'UE car nous souhaitons montrer l'exemple, et l'Europe veut être leader. Pour la connectivité que je n'ai pas mentionné, les transports sont très importants pour les Méditerranéens, ce sera l'une de nos priorités en termes de partenariats d'investissements, et aussi dans la transition numérique verte. Nous souhaitons

réduire nos émissions et préserver notre environnement. Sur la décarbonation, c'est très important étant donné le volume du commerce mondial : 80% du commerce mondial traverse nos océans, et nous souhaitons préserver notre environnement tout en maintenant notre compétitivité, et éviter une distorsion de la compétition. Il y a des bocages sur le Canal de Suez et nous essayons de résoudre ce problème, car nous avons nos bateaux en mer Rouge. Nous essayons de protéger le Canal de Suez, mais c'est difficile avec les Etats Unis qui ont attaqué le Yémen. La région est extrêmement compliquée. Certains pays comme l'Egypte, le Maroc et la Turquie ont déjà commencé le développement de la production et la disponibilité en carburant à faible teneur en carbone. Ces développements sont positifs et nous cherchons à les soutenir et nous devons nous assurer qu'il n'y aura pas d'impacts négatifs sur les ports européens avec le déplacements des activités logistiques vers des ports du Sud (elle cite l'exemple de ports chypriotes ou maltes qui sont en concurrence avec les ports marocains, où les navires viennent se ravitailler). Nous devons donc aussi travailler en fonction de nos intérêts (car nous ne sommes pas naïfs). La décarbonation et la promotion des énergies renouvelables ont un bon potentiel en Méditerranée, et représentent des outils utiles pour le développement durable et la préservation de l'environnement marin. Selon elle, ce développement requiert un effort collectif important qui a besoin de l'éclairage de la prospective, d'où son intérêt pour les travaux du Plan Bleu, et cet exercice de prospective. La nouvelle plateforme pour la Méditerranée sera prête pour fin septembre. C'est donc un moment pour contribuer à ce nouveau Pacte pour la Méditerranée.

Elle cite Mme Kostas Kadis, chypriote, qui est commissaire à la Pêche et aux Océans, dont le portefeuille porte également sur la politique commune de la pêche, qui serait également intéressée par les travaux du Plan Bleu. Elle souhaite également que la DG MENA (Afrique du Nord et Moyen-Orient), point d'entrée de tout ce dont vous avez besoin de la Commission européenne sur la Méditerranée. Elle réitère l'importance des pays du Golfe qui sont les plus intéressés à la paix et la sécurité en Méditerranée, car elles sont essentielles à leurs entreprises, et ils ne peuvent pas opérer s'il n'y a pas la paix et la sécurité. Nous avons besoin d'eux pour la reconstruction de Gaza et de la Syrie. Mme Suica conclut son intervention qu'elle attend les résultats de cet atelier, pour des inputs sur le nouveau Pacte pour la Méditerranée.

○ M. Fabien FIESCHI, Ambassadeur de France en Croatie

M. l'Ambassadeur remercie le Plan Bleu d'avoir choisi l'Ambassade de France pour ce partenariat en Croatie et se félicite de cette parfaite coopération. Cet événement est l'occasion pour M. l'Ambassadeur de présenter brièvement les politiques de la France concernant la Méditerranée. Il mentionne le partenariat euro-méditerranéen connu sous le nom de la Convention de Barcelone. Avec cette déclaration, les Etats se sont engagés à faire du bassin méditerranéen, un espace de dialogue, d'échanges et de coopération ayant pour but la paix et la stabilité de la région. En 2008, dans un contexte marqué par la fatigue du dialogue euro-méditerranéen qui s'est installé dans le dialogue euro-méditerranéen l'UpM a été créée à l'initiative de la France pour revitaliser le processus de Barcelone. Il souligne une autre initiative de la France lancée par le président Emmanuel Macron, avec 2 sommets, l'un à Marseille en juin 2019 pour redynamiser la coopération en Méditerranée occidentale, par la consultation d'organisations de la société civile méditerranéenne françaises en Méditerranée. Il cite également la création de la DiMed en 2013 avec à sa tête un Ambassadeur pour la Méditerranée, M. Karim Amelal, dont le rôle est de mener

et coordonner les actions dans le cadre des politiques en direction de la rive sud de la Méditerranée. La France est également engagée dans la protection des océans et de la biodiversité marine, en rappelant que la France possède un des plus grands espaces maritime au monde et que 10% des récifs et 20% des atolls du monde se trouvent dans les mers françaises. Présente dans tous les océans du monde excepté l'Arctique, la France possède le second domaine marin le plus étendu au monde. Pour protéger ces étendues, la France poursuit des politiques proactives de création et gestion d'aires marines protégées dans toutes ces mers. Il rappelle l'engagement de la France dans One Summit Ocean à Brest et la Conférence sur les Océans à Lisbonne en 2022, qui ont porté l'initiative française de la création de l'Alliance de la Haute Mer (High Seas Alliance). En lien avec ces engagements, la France accueillera l'UNOC3 en juin 2025 à Nice qui consistera à adopter une déclaration politique d'engagements volontaires des parties prenantes pour conduire et soutenir différents processus, comme l'établissement d'aires marines protégées en dehors des juridictions nationales (BBNJ), la lutte contre la surpêche ou la pollution plastique. L'UNOC mettra la mer Méditerranée au centre de son travail et le Président E. Macron envisage d'organiser une réunion spécifique avec les leaders des pays méditerranéens. qui vient après les engagements de la France dans les Accords de Paris à la COP 2015. Il cite pour conclure le Président E. Macron à propos de l'UNOC3 : "Protéger les océans signifie protéger un vaste puits de carbone, une réserve inestimable de biodiversité. Il s'agit aussi de donner espoir à tous ceux dont la vie dépend des océans et apporter des solutions à ceux qui font face à la montée du niveau de la mer. Il s'agit de réinventer collectivement l'économie bleue, en cela nous ne devons pas oublier que la mer représente avant tout une source de revenus, d'emplois, alimentaire et d'innovations pour les populations à travers le monde. L'UNOC3 doit devenir le lieu où les Etats et le secteur privé investissent ensemble, réinventent l'économie des océans. Enfin, l'UNOC doit devenir un lieu de solidarité pour l'adaptation des pays en développement à la nouvelle économie bleue, combattre la pêche illégale et soutenir les communautés locales à s'adapter à la montée du niveau des mers."

o Mme Jelka Telsic (Maire de Dubrovnik)

Mme Telsic accueille les participants, et remercie les organisateurs d'avoir sélectionné Dubrovnik comme lieu de venue de ce colloque. Elle décrit la cité dont elle est maire comme une ville riche d'un patrimoine exceptionnel, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1979. L'esprit de la résilience, de la diplomatie et de la durabilité s'y retrouve et fait écho parfaitement avec les objectifs de MED 2050. Dubrovnik reconnaît l'importance du développement urbain durable, et nous œuvrons à équilibrer la croissance économique avec la protection de patrimoine environnemental et culturel unique (tourisme durable, initiative "ville intelligente", conservation environnementale). Elle rappelle qu'en 2017, la ville a fait face à des critiques sévères de la part des médias qui ont clamé que Dubrovnik est une ville qui allait "mourir" à cause du tourisme, mais depuis deux ans nous avons changé notre tourisme que nous considérons comme nous considérons comme l'un des modèles de tourisme les plus durables de la Méditerranée, grâce à des partenariats stratégiques avec différentes parties prenantes nationales et internationales qui ont considérablement amélioré la situation de la ville, notamment par le contrôle total du tourisme de croisières à Dubrovnik. Nous nous efforçons d'utiliser des solutions "villes intelligentes". La durabilité est un processus et donc un travail quotidien ; les visiteurs comme les résidents sont

ciblés par nos programmes pour une meilleure qualité de vie. Nous avons des preuves scientifiques (de la part d'université à Dubrovnik) qui montrent que cela fonctionne.

- Tour de table : Chaque participant s'est présenté en indiquant son nom, sa fonction, et son domaine d'expertise.
 - Présentation de l'étude et des scénarios MED2050 : Denis Lacroix, Khadidja Amine et Éloïse Leguérinel ont exposé le rapport et les six scénarios.
 - Réactions et commentaires initiaux : Après la présentation, Mme Dubravka Suica soutient qu'il y a besoin d'un changement de mentalité et le seul lieu où nous sommes tous ensemble, c'est l'Union pour la Méditerranée, où l'on peut voir Israël et la Palestine siéger dans le même forum, autrement vous ne pouvez pas les avoir ensemble. Tout repose donc à la fin sur la paix, la sécurité, et une volonté politique. Sur les scénarios, même s'il lui est difficile de choisir, elle exprime sa préférence pour le scénario 4 qui est selon elle, faisable et plausible. Elle espère continuer ce travail en commun pour le futur, et attend des "inputs" pour alimenter le nouveau pacte pour la Méditerranée, en indiquant qu'on peut utiliser beaucoup de choses qui se trouvent dans le rapport MED 2050 qui lui a été offert.
 - S'en est suivi un tour de table où les participants ont fait part de leurs réactions et commentaires sur les scénarios MED 2050 :
 - o H. Caric estime que la Méditerranée est soumise à des menaces considérables du point de vue environnemental. Face à cette urgence qui ne fait plus débat, il souligne que nous devons agir maintenant. La science doit s'allier au "business" pour trouver des solutions, par exemple pour la production alimentaire, d'énergie, et spécialement pour la production de savoirs pour les jeunes, ou l'éducation peut jouer un rôle. L'énergie est le second point central car la plupart des activités en Méditerranée sont liées à l'énergie, notamment avec les transports maritimes, qui est une source de pollution énorme, et nous devons considérer ce qu'est l'évaluation du cycle de vie de certaines énergies, y compris vertes, comme pour le photovoltaïque et le 3ème point est celui de la bonne gouvernance, et il souhaite que nous ayons un système de gouvernance plus transparent, plus responsable. Il remarque aussi que le tourisme, car la Croatie est extrêmement dépendante du tourisme, est juste une conséquence des systèmes existants, si nous utilisons une énergie sale, nous allons faire un tourisme "sale", si nous utilisons une énergie propre, nous ferons un tourisme "propre". Si nous produisons de l'hydrogène, nous devons avoir des "smart grids" (réseaux intelligents) pour le transférer de la France vers la Croatie : les "smart grids" sont une priorité importante pour l'Europe.

Il revient sur la question de la gouvernance, et la notion de transparence à travers le suivi de la pollution par l'implication de la science citoyenne dans le monitoring de la pollution de l'air ou du bruit. Il s'agit de donner plus d'informations et de pouvoir aux gens, et la responsabilité de participer, car vous ne faites pas partie de la démocratie, si vous ne participez pas.
 - o M. Zorko a indiqué que les scénarios étaient intéressants mais elles n'est pas sûre de la manière dont les scénarios positifs peuvent être mis en place en pratique, car ils sont tous orientés vers la coopération entre les Etats, ou ont pour sujet les Etats, ce qui lui convient car c'est le monde dans lequel nous vivons. Elle remarque que nous avons entendu aujourd'hui que les accords
-

entre l'Europe et les pays de la Méditerranée sont faits sur mesure basés sur le bilatéralisme. Ceci démontre que nous avons affaire à différents besoins et différents intérêts, et donc, tant que nous aurons affaire à différents besoins et intérêts, nous ne pourrons pas introduire une idée commune de la Méditerranée, car cela dépend des intérêts, du pouvoir et de la géopolitique. Cela pose la question de savoir comment faire des Etats des acteurs pour écouter et mettre en place des politiques vertes, des idées d'espace commun, ou d'intérêts communs quand ce n'est pas dans leur spectre d'intérêts politiques ou économiques ou électoraux. Car parler de durabilité, il est difficile de faire en sorte que les gouvernants actuels agissent pour avoir des bénéfices dans 10, 15, 20 ans... ils devront dépenser de l'argent et n'en verront pas les résultats. Donc selon elle, la principale question est de savoir comment faire en sorte que les Etats soient à l'écoute des objectifs communs et il y a deux solutions : soit la solution est supranationale ou cela peut se faire localement. Sur la solution supranationale, cela ne va pas venir de l'Europe, car elle a déjà des plans bilatéraux spécifiques sur mesure. Pour la solution plus locale, faire comprendre aux gens que c'est dans leur intérêt de gouverner leur espace de manière plus durable. Pour parler de bonne gouvernance, il faut donc considérer ces deux niveaux.

- o A. Mandic : Lorsqu'on parle de gouvernance, il faut mettre en avant 3 mots clés : accountability, Efficiency, Responsibility, ce que nous attendons de l'action des gouvernements à tous les niveaux (international, national, régional, et local) dans tous les aspects : socio-économiques (ex: tourisme). Les 6 scénarios sont intéressants et bien documentés, mais aucun ne résonne vraiment avec ma ligne de réflexion, dans la mesure où je ne choisis aucun d'entre eux, comme l'a fait Mme Suica qui a choisi le scénario 4 comme un futur faisable. Peut-être parce que je reconnais les S1, 2 et 3 comme une réalité de nos économies et communautés. Par exemple, l'inertie nous est vraiment familière en Croatie, particulièrement lorsqu'il s'agit de la mise en œuvre des politiques. Dans le troisième sur le développement d'économie de rente, le tourisme compte pour 25% du PIB croate. Alors comment peut-on changer cela dans le moyen terme (dans le court terme c'est certainement impossible), ou dans le long terme, cela semble mission impossible, et nous aurons définitivement besoin des efforts de l'UE, ou autres pour construire une économie et une société durables. Sur ce dont nous avons besoin : une prise de décision éclairée par des preuves scientifiques ; des engagements institutionnels sur les 3 niveaux : régional, national et international et nous avons également besoin de coopération entre les politiques, c'est-à-dire qu'elles soient bien connectées, et que tous contribuent aux mêmes objectifs. Enfin, nous avons besoin de changements sociaux, des mentalités : pour construire des sociétés durables pour les 20 ou 30 prochaines années, nous devons nous intéresser à la manière d'éduquer les plus jeunes et futurs citoyens pour éviter de reproduire les mêmes erreurs. Nous devons travailler sur les solutions locales qui sont facilement duplicables à travers les pays méditerranéens.
 - o Ivan Matic : Sur ces 6 scénarios, nous n'allons pas avoir un scénario se produire, mais deux scénarios en deux phases voir plus. Je me base sur l'expérience d'action de l'UE face aux crises ces 20 dernières années. J'ai travaillé 10 ans à Bruxelles. L'UE réagit aux crises avec flexibilité, de même pour le traité de Maastricht, et maintenant nous ajustons le déficit à 3,5% du PIB. On peut en conclure que l'UE s'adapte face aux crises et est capable de faire des changements radicaux sur des choses considérées comme inchangables, et dans le même temps nous ne sommes en mesure de faire que des petits changements et de manière incrémentale. Je travaille
-

avec des petites communautés insulaires, et la question est de savoir comment les communautés imaginent les crises sans engendrer la panique et les encourager à faire des changements et s'adapter.

- o V. Evers : Ce matin, nous avons vu que nous n'allons nulle part si nous ne travaillons pas ensemble. Nous avons tous des points de vue différents, et des moyens différents pour avoir une vision commune. Elle souligne que ce rapport est très précieux pour les acteurs internationaux. Dans les processus participatifs, en général nous arrivons à des consensus à la fin et dans la même perspective, nous arriverons à des consensus sur les scénarios et les visions du futur, ce qui représente une richesse. Nos partenaires du Sud ont la volonté d'adopter des critères communs avec nous. Avec cet outil (rapport MED 2050), nous allons vers une vision commune et un futur commun, et elle exprime sa reconnaissance au Plan Bleu pour la production d'un tel exercice.
 - o S. Kusevic : face aux multiples menaces à venir, la prévention est essentielle. Anticiper est un travail nécessaire pour toutes les activités, surtout que les personnes ont besoin de temps pour s'approprier les risques, comprendre les enjeux et se former aux actions à mener à toutes les échelles du temps (comme la prévention de long terme), et de l'espace.
 - o A. Miloc : Il s'agit d'être ni optimiste, ni pessimiste, mais réaliste. Il s'agit de voir comment on peut avoir un peu plus de temps. Les processus sont déjà à l'œuvre et irréversibles, les sociétés peuvent les ralentir mais je ne pense pas qu'on puisse en changer le cours. Nous sommes face à des choses qui nous terrifiaient dans le passé, et maintenant elles sont notre présent. Nous sommes trop occupés avec nos préoccupations quotidiennes, besoins, et on fait juste que continuer. Nous devons agir à tous les niveaux : communautés, national, international, cela doit être connecté.
 - o M. Kordic : Mme Kordic partage son expérience d'un projet de commercialisation de lait de chamelle avec une dizaine de pays : France, Espagne, Turquie, Italie, Algérie, Croatie, etc. Ce produit est reconnu et enregistré par le Ministère français de l'agriculture et nous avons ce produit dans l'UE, comme un produit de l'UE mais le même produit d'Algérie est refusé, alors qu'il s'agit de la même qualité. Comment parler alors d'un marché commun des produits méditerranéens ? Il faut avancer sur les réglementations et l'harmonisation de la législation, pour rééquilibrer les échanges et redonner de la confiance dans les coopérations multilatérales.
 - o M. Kuhar : Elle ne partage pas l'optimisme de son collègue vis-à-vis de l'UE, car la semaine passée, la Commission européenne a publié un document proposant une augmentation substantielle dans les investissements militaires, et les citoyens de l'UE ne sont pas très optimistes sur l'avenir de l'UE. Elle souligne la lenteur des décisions au niveau européen, comme mentionné dans le S1. Il y a beaucoup d'inertie, et les processus de mise en place sont très lents, notamment quand on parle des solutions fondées sur la nature, ou lorsqu'il s'agit de solutions spécifiques pour contrer la crise climatique. Merci d'avoir mentionné des sociétés civiles dans vos scénarios car elles jouent un rôle important car elles font le travail que les gouvernements devraient faire, mais qu'ils ne font pas. Dans le S1, vous mentionnez bien le rôle des ONG qui sont pragmatiques ou même résignés, et ceci est de plus en plus présent dans notre réalité. Beaucoup d'acteurs qui travaillent dans ce secteur sont proches du burn-out car ils
-

investissent beaucoup de temps et d'argent dans différents types de projets, et ils voient la lenteur à tous les niveaux de gouvernance.

- o K. Mlinarevic : je me considère comme une personne optimiste, mais je pense plus probable les scénarios 1, 2 et 3 que le reste. Le scénario 4 du partenariat euro-méditerranéen, le Green Deal, les financements qui vont à la Méditerranée avec des instruments économiques, avec les changements qui vont très vite, il est difficile d'imaginer qu'on peut y arriver. Dans le S5, je vois des perspectives de propositions : des modèles de planification régionale sont mentionnés et de nouveaux modèles économiques. Il faudrait commencer par mettre des financements dans quelques actions pilotes très ciblées et spécifiques : par exemple en Croatie, la planification stratégique, le renforcement des capacités des décideurs politiques, la R&D, le financement de la R&D dans le domaine de la protection environnemental. L'UE parle également de plan climatique social et la Méditerranée particulièrement touchée, peut être un parfait terrain d'expérimentation pour cela. Nous voyons aussi que la Méditerranée est en danger à cause du plastique, mais nous ne faisons rien pour l'interdiction des plastiques. Les choses évoluent vite et nous devons nous concentrer sur des petits "spots" et voir comment ils deviennent résilients, avant de voir sur de plus grande étendue. Je ne sais pas si l'échelon supranational fonctionne si dans des communautés nationales, nous sommes si différents.
 - o N. Jasprica : En tant que scientifique, je ne suis pas si optimiste, nous travaillons sur la végétation d'îles méditerranéennes. Nous avons collecté des échantillons l'année dernière que nous avons comparés à des échantillons prélevés il y a 30 ans. La conclusion est que le changement climatique avec d'autres paramètres influencent la structure végétale des îles méditerranéennes. Qu'allons-nous faire pour les îles basses ? Il souligne l'importance de la relation et de la connexion entre les scientifiques et les autorités locales, selon son point de vue de scientifiques.
 - o I. Batistic : Elle parle en tant que scientifique. La Méditerranée est un hotspot de la biodiversité, mais en termes de changement climatique, c'est très difficile d'agir à l'échelle locale. C'est un problème mondial et nous devons agir à cette échelle. Dans les 3 dernières décennies, nous avons noté une augmentation de la température dans les fonds marins de +1°C, ce qui est très significatif. Chaque pays doit mettre en place un suivi permanent, de façon à savoir ce qui se passe en temps réel. Selon elle, il faut agir à une échelle mondiale.
 - o N. Mikulic : Ce travail représente une très bonne base pour nous permettre de réfléchir à l'avenir mais j'ai besoin de temps pour le digérer. Sans réelle coopération de tous les secteurs, il n'y a aucune chance et de stratégie d'être une réussite. La clé du succès réside dans 3 piliers majeurs en Croatie. Il faut commencer par l'éducation des jeunes générations qui arrivent au pouvoir. Des actions multisectorielles pour la mise en place de telles stratégies. Sur la protection environnementale, nous devons parler de tourisme, et pas seulement parler mais aussi agir. Il faut également mentionner la croissance démographique, mais la Croatie se dépeuple depuis les quelques années précédentes. Il soulève la question de la pression sur la zone littorale. car, en dehors des pics de tourisme, la Croatie se dépeuple ! Il faut une économie attractive pour garder les jeunes, pas seulement sur la rive nord de la Méditerranée.
-

-
- o A-M. Grailovic: Avant les mentalités, il y a les compétences et je n'ai vu que dans un seul scénario, j'ai noté la référence au renforcement des capacités (peut-être que je me trompe), mais je pense que c'est nécessaire. Ensuite, il y a l'efficacité, la transparence et la responsabilité, ce qui peut assurer la sécurité dans tous les domaines. Je suis critique, mais optimiste. Sur la pollution et la pollution par les plastiques, quelle est la priorité pour la mission océan. Ce n'est pas seulement une question de pollution par les plastiques, nous avons aussi l'agriculture, l'industrie et les technologies qui sont développées pour cela, mais nous parlons de pollution plastique, mais ce n'est pas le plus important. Nous parlons aussi des espèces invasives et de conservation de la biodiversité. Qu'avons nous réellement vu ces 20 dernières années, pas seulement en Croatie. Tous les pays doivent faire leur SWOT analyse. La tropicalisation de la Méditerranée, nous devons décider comment gérer cela et comment agir pour atteindre la durabilité. Pour les espèces invasives, même si elles ne sont pas sur la liste, et si elles sont sur la liste, il n'est pas possible de les utiliser économiquement. Vous devez détruire cette population. Qui peut empêcher un pêcheur d'attraper des crabes et de ne pas les vendre, et de les détruire. C'est ce que je peux qualifier de stupide. Les pêcheurs peuvent attraper des choses et ils ne sont pas sûrs d'être en règle avec les réglementations. Nos gouvernants n'ont pas de réponses et ne savent pas quoi faire pour conserver le statut de la biodiversité. Ce serait mieux d'avoir un règlement pour les utiliser comme nourriture. Ce n'est qu'un exemple. Il faut trouver un équilibre entre protection et économie, et d'utiliser la technologie pour atteindre la durabilité environnementale. Nous sommes allés trop loin dans la protection, sans tenir compte de l'économie. Il faut choisir nos priorités et s'y tenir, comme par exemple la lutte contre la pollution par les plastiques. Je ne suis pas très optimiste. Qu'avons-nous fait depuis 20 ans ? Nous assistons à la tropicalisation de la Méditerranée avec l'arrivée de nouvelles espèces de la mer Rouge. Certaines peuvent être valorisées économiquement alors qu'on veut parfois les détruire parce qu'elles seraient considérées comme « nuisibles » ou « invasives ». Il faudrait réfléchir d'abord à mieux coupler protection et économie. Les politiques qui ne s'occupent que du changement climatique sans pérenniser l'économie ne riment à rien car elles ignorent le monde réel. S'il n'y a plus d'entreprises, à qui fixera-t-on des objectifs de réduction d'empreinte carbone ?
 - o D. Varlec : Comme je viens d'une association d'entreprises, je pense que je dois dire quelque chose sur toutes prises de décisions. Les entreprises réagissent plus vite que les politiques, et les technologies que les industries ont, doivent être transférées aux décideurs politiques, par exemple pour la durabilité. Les entreprises ont pris conscience qu'elles ne peuvent pas survivre sans évoluer et transformer leur BAU vers plus de durabilité. Mme Varlec cite l'exemple d'une entreprise qui a retiré de son menu la viande de requin, pour sa protection. Même si les entreprises essaient d'être plus en adéquation avec ce que les politiques leur disent être durables, mais, nous manquons de critères homogènes, et les changements de politiques sont trop rapides pour les utilisateurs de ces produits. Je pense que nous devons être optimistes, et je pense que le scénario 5 est peut-être celui qui peut apporter des résultats rapides, mais nous devons trouver un meilleur langage pour les uns avec les autres, car quand l'industrie parle aux décideurs politiques, c'est d'une manière ou d'une autre déconnecté. La compréhension n'est parfois pas sur la même longueur. Nous ne communiquons pas assez sur les pratiques de beaucoup d'entreprises qui sont déjà durables aujourd'hui. Et je pense que dans tous les scénarios, vous devriez mettre les entreprises comme parties prenantes majeures, et ne pas les exclure. La nature n'a pas besoin de nous, comme nous l'avons vu durant le Covid. Il y a
-

beaucoup de différences dans la région, mais cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas communiquer et partager nos expériences. Nous avons besoin de modèles économiques.

- o M. Polzer : Le partenariat avec les communautés locales est crucial. Dans le cadre des mes activités en lien avec la préservation de la nature, nous développons des plans d'adaptation au changement climatique pour des sites locaux. L'objectif est de préserver la viabilité des communautés, des entreprises et de la nature, donc pas seulement rechercher la protection de la nature, mais de tout l'espace et c'est une force d'inclure les communautés locales pour l'adaptation et l'atténuation au changement climatique. Il faut ajouter que les communautés locales ont des solutions pour le crabe bleu dont le collègue a parlé. Il y a en Croatie un commerce légal de cette espèce, considérée comme invasive, mais que nous exploitons comme une ressource, et c'est en lien avec le développement des pêcheries, de la création d'emploi dans ces pêcheries, et le tourisme avec les restaurants, et les aires protégées, car c'est légal de retirer ces espèces des aires protégées. C'est un exemple de la circulation et de la communication entre ceux qui sont en charge de ces aires particulières. Ce sont des histoires très locales, mais peut-être que dans les scénarios, on peut trouver des histoires locales qui fonctionnent pour les communautés locales et les développer à d'autres échelles.

Robin organise les deux groupes pour l'après-midi autour de 2 types de scénarios, un négatif et un positif. Le premier pour traiter de manière réaliste le BAU, comme le meilleur scénario ou le plus probable, pour faire face à cette réalité et prévenir le pire, sur la prévention des risques en général (S1 à S3), la question de l'adaptation de la biodiversité, et nous devons choisir entre une approche conservatrice ou dynamique, et également la question de l'adaptation des activités touristiques, particulièrement en Croatie. Nous avons besoin d'un groupe pour traiter la réalité et prévenir le pire, donc proposition d'avoir un premier pour traiter le scénario 1, 2 ou 3, un scénario négatif. Un autre groupe pour traiter peut-être du scénario 4, avec quel type de gouvernance, et d'un point de vue économique, comment mieux intégrer le Nord et le Sud (exemple du lait de chamelle). Quel type de gouvernance multi-échelle (UE, UfM, échelles nationale, régionale et locale). 2 groupes : comment prévenir le pire, avec les questions de prévention, biodiversité et tourisme et un autre sur le scénario 4 sur comment organiser la gouvernance de la coopération euro-méditerranéenne, et comment aller vers une plus grande intégration économique, et développer les échanges notamment commerciaux entre le Nord et Sud. C'est ma proposition : Groupe n°1 : Scénario 1 et Groupe n°2 : Scénario 4.

- **En bref** :

- o La matinée du 25 mars a permis d'avoir une introduction par la Commissaire européenne à la Méditerranée qui a donné une perspective sur les enjeux en Méditerranée et les lignes directrices de son mandat qui consistera à mettre sur pied un nouveau Pacte pour la Méditerranée. M. l'Ambassadeur de France en Croatie a présenté les principaux axes de la coopération française en Méditerranée et notamment en Croatie. Cette session a également été l'occasion de mettre en discussion les scénarios MED 2050 à l'aune des réalités croates.
-

Après-midi du 25 mars 2025 :

Deux groupes ont été formés en tenant compte des préférences de chacun des participants pour l'un ou l'autre des scénarios à travailler : Groupe 1 sur le scénario 1 modéré par Khadidja et Eloïse et le groupe 2 sur le scénario 4 modéré par Denis Lacroix.

- Groupe 1 scénario 1 : Inertie, marginalisation de la Méditerranée et pragmatisme

Rapporteur : Ante MANDIC

Modératrices : Khadidja AMINE et Eloïse LE GUERINEL

Avant de construire des recommandations d'action pour s'adapter au mieux à ce type de scénario, il faut rappeler les 4 axes majeurs qui structurent les dynamiques actuelles en Croatie :

1. Principales différences entre la Croatie actuelle et le scénario 1

Alors que le scénario 1 décrit une région méditerranéenne en déclin, marquée par une faible gouvernance, la stagnation économique et la dégradation de l'environnement, la Croatie présente déjà certains signes précurseurs de ces défis.

1.1. Déficiences en matière de gouvernance et de politique

L'une des préoccupations les plus importantes du scénario 1 est la faiblesse et la fragmentation de la gouvernance, et nous pouvons observer des parallèles avec la Croatie d'aujourd'hui.

- L'élaboration des politiques manque de vision à long terme. Au lieu de s'attaquer aux défis structurels, les politiques sont souvent conçues pour satisfaire la majorité sans s'attaquer aux réformes difficiles mais nécessaires.
- S'il existe des réglementations, elles sont peu appliquées, ce qui conduit à contourner les lois et à prendre des décisions à court terme.
- La gouvernance est fragmentée, avec une mauvaise coordination entre les niveaux local, régional et national, ce qui rend difficile la mise en œuvre de solutions efficaces.
- De nombreuses communautés locales se sentent impuissantes à conduire le changement, ce qui renforce un sentiment de résignation au lieu d'un engagement proactif.
- La confiance du public dans les institutions est faible et les problèmes de transparence affaiblissent encore l'efficacité de la gouvernance.

Dans le scénario 1, cette inertie de la gouvernance conduit à une marginalisation généralisée, la Méditerranée perdant de son influence sur la scène mondiale. Si la Croatie ne renforce pas sa coordination institutionnelle, l'application de ses politiques et sa planification stratégique, elle risque de suivre cette trajectoire.

1.2. La dépendance à l'égard du tourisme et ses conséquences

Une autre similitude entre la Croatie d'aujourd'hui et le scénario 1 est la dépendance excessive à l'égard du tourisme en tant que moteur économique.

- Le tourisme génère des revenus importants, mais il crée également des tensions sociales et environnementales.
- L'expansion non réglementée entraîne une pénurie de logements dans les zones côtières, les biens immobiliers étant achetés par des investisseurs non locaux, ce qui réduit l'influence locale dans la prise de décision.
- Les retombées économiques du tourisme échappent souvent à l'économie locale, profitant à des investisseurs extérieurs plutôt qu'aux communautés locales.
- Dans le scénario 1, le tourisme reste l'un des rares piliers économiques, mais en l'absence de mesures de durabilité, il accélère le déclin environnemental et social.
- La sécurité publique, la protection de l'environnement et le bien-être local sont souvent relégués au second plan par rapport à la recherche du profit, ce qui conduit à un tourisme de masse mal géré.

Si la Croatie continue à développer le tourisme sans réglementation plus stricte et sans planification durable, elle risque d'être confrontée aux mêmes vulnérabilités économiques et à la même dégradation de l'environnement que celles décrites dans le scénario 1.

1.3. Fragmentation sociétale et économique

Le scénario 1 décrit une société méditerranéenne divisée entre les élites économiques et les populations vulnérables, avec des inégalités et un mécontentement social croissants. En Croatie, nous observons déjà les signes suivants

- Une aggravation des inégalités socio-économiques, la richesse étant concentrée dans certains centres urbains et dans les zones côtières, tandis que les communautés plus petites sont laissées pour compte.
- Une population vieillissante, en particulier dans le nord, parallèlement à une « fuite des cerveaux » de jeunes professionnels qui cherchent de meilleures opportunités à l'étranger.
- Un faible engagement du public dans la gouvernance et les affaires civiques, de nombreux citoyens estimant qu'ils n'ont pas le pouvoir d'influencer les politiques.
- Augmentation des flux migratoires, tant internes (déplacement des campagnes vers les villes) qu'externes (départ des Croates, arrivée de travailleurs étrangers).
- L'activisme social existe, mais son pouvoir est limité, ce qui renforce l'oscillation entre résignation et révolte que prédit le scénario 1.

Ces tendances indiquent que la Croatie n'est pas à l'abri de la stagnation sociale et économique prévue dans le scénario 1. Si rien n'est fait, ces dynamiques pourraient conduire à une

marginalisation accrue des communautés, à une désillusion politique et à une instabilité à long terme.

1.4. Dégradation de l'environnement et exploitation des ressources

Enfin, le scénario 1 met en garde contre une grave dégradation de l'environnement, qui correspond à plusieurs tendances actuelles en Croatie :

- Le déclin des populations de poissons et l'épuisement des ressources marines sont déjà visibles et menacent les économies côtières.
- Le changement climatique entraîne des phénomènes météorologiques plus extrêmes, mais les stratégies d'adaptation restent sous-développées.
- L'expansion urbaine perturbe les écosystèmes côtiers.
- La pénurie d'eau devient un problème de plus en plus pressant, surtout pendant les mois d'été, mais les politiques de gestion durable de l'eau font toujours défaut.

Dans le scénario 1, ces problèmes environnementaux s'aggravent avec le temps, les gouvernements réagissant de manière réactive plutôt que proactive. La Croatie doit agir maintenant pour prévenir les dommages à long terme causés à ses ressources naturelles et éviter d'atteindre les points de basculement environnementaux irréversibles décrits dans le scénario 1.

2. Où en est la Croatie aujourd'hui

Notre discussion a mis en évidence le fait que, même si la Croatie n'est pas encore entrée dans la phase de crise du scénario 1, de nombreux signes avant-coureurs sont évidents :

- La faiblesse de la gouvernance, les lacunes réglementaires et l'élaboration de politiques à court terme empêchent la mise en œuvre de réformes systémiques.
- La dépendance à l'égard du tourisme crée des vulnérabilités économiques et des pressions sociales, en l'absence d'une stratégie de diversification claire.
- La fragmentation sociétale s'accroît, avec la désillusion des jeunes, les inégalités économiques et l'exode rural qui s'accroissent.
- La dégradation de l'environnement progresse, mais les politiques de prévention restent lentes et insuffisantes.

Pour éviter cela, nous avons identifié des stratégies à court, moyen et long terme axées sur la gouvernance, la diversification économique, la durabilité du tourisme et la résilience environnementale.

1. Stratégies à court terme (3-5 ans)

Objectif : Actions immédiates pour stabiliser la gouvernance, protéger les ressources et améliorer l'application des politiques

-
- Appliquer les politiques de tourisme durable - Renforcer la réglementation, établir des zones marines protégées et donner la priorité aux avantages économiques locaux.
 - Améliorer la mise en œuvre des politiques et la transparence de la gouvernance - combler les lacunes réglementaires, améliorer la coordination entre les agences et contrôler l'application des politiques.
 - Responsabiliser les communautés locales - Renforcer l'éducation civique, former les dirigeants locaux et promouvoir l'établissement de budgets participatifs.
 - Mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature - Financer la gestion traditionnelle des ressources et adapter les modèles méditerranéens qui ont fait leurs preuves.
 - Élaborer des plans d'action pour le tourisme et le climat - Intégrer des mesures d'adaptation au climat dans les politiques touristiques.

Ces mesures créeront une dynamique pour la durabilité à long terme tout en répondant aux risques immédiats.

2. Stratégies à moyen terme (5-10 ans)

Objectif : Renforcer la gouvernance, la résilience économique et la sécurité environnementale

- Institutionnaliser l'application et le suivi des politiques - Assurer l'harmonisation des lois, créer des mécanismes de suivi des politiques et accroître la transparence.
- Diversifier l'économie - Réduire la dépendance au tourisme en investissant dans les énergies renouvelables, l'agriculture durable et la technologie.
- Améliorer la protection civile et l'adaptation au climat - Renforcer la capacité de réaction aux catastrophes et la coopération régionale en matière de sécurité environnementale.
- Soutenir les politiques de commerce équitable - Protéger les producteurs locaux et promouvoir des chaînes d'approvisionnement responsables.

Ces mesures réduiront les vulnérabilités économiques de la Croatie et renforceront sa résilience face aux risques climatiques et géopolitiques.

3. Stratégies à long terme (10 ans et plus)

Objectif : Transformer la gouvernance, l'économie et la coopération internationale

- Réformer la gouvernance et les institutions - Réduire la fragmentation municipale, promouvoir la gouvernance intelligente et mettre en œuvre des politiques centrées sur la communauté.
 - Renforcer la coopération méditerranéenne - Plaider en faveur de traités environnementaux plus solides, d'accords de partage des ressources équitables et de la responsabilité climatique.
 - Garantir l'indépendance économique - Développer les énergies renouvelables, les industries numériques et les secteurs de l'économie bleue durable.
-

En mettant en œuvre ces changements à long terme, la Croatie peut passer de la vulnérabilité au leadership en matière de développement durable de la Méditerranée.

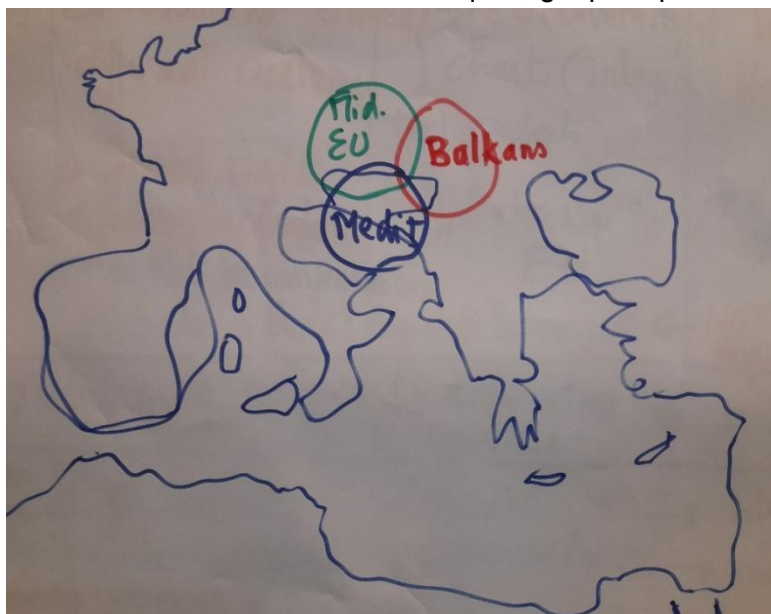
A la fin de cette présentation, V. Evers souligne que les visions des participants à ce panel étaient assez homogènes sur là où en est la Croatie et où la Croatie va si nous ne changeons rien. L'idée est partagée que nous devons réagir et réagir vite.

- Groupe 2 scénario 4 : Partenariat Euro-Méditerranée pour une transition verte et bleue
Rapporteur : Marta ZORKO
Modérateur : Denis LACROIX

Dans ce scénario, il s'agit de coopération multilatérale entre l'UE et la Méditerranée, et nous essayons de mettre la Croatie quelque part dans ce processus dynamique. Il s'agit aussi d'aller vers le Pacte Vert, et la neutralité carbone.

- Le scénario est considéré comme un peu « optimiste » et nous proposons de mettre des plans d'actions clairs et de soulever l'importance de la société civile, ces deux éléments proviennent du scénario 5, et nous proposons de les inclure dans nos débats.
 - La réflexion a été construite, non pas sur le court, moyen et long termes, mais en construisant des projections de priorités à 3 échelles géographiques : Croatie, Europe et Méditerranée, et nous avons essayé de définir les atouts et les contraintes.
 - Nous avons commencé par le positionnement géopolitique de la Croatie qui se trouve entre 3 cercles européens ou régions, ou identités. Géographiquement, la Croatie apparaît comme un « pont » multiforme entre l'UE et la Méditerranée. La Croatie doit repenser et réinventer son identité méditerranéenne, au niveau national. Beaucoup de débats, d'efforts et d'énergie ont été dépensés ces 10, 20 dernières années, que la Croatie fait partie de l'Europe centrale et l'identité méditerranéenne a été négligée dans les documents de stratégies officielles. De fait, c'est une « fenêtre » littorale importante de l'Europe vers le Sud, et pas seulement en raison du tourisme.
-

Fig. 1 : positionnement des 3 influences historiques, géopolitiques et culturelles sur la Croatie



- Le vecteur majeur de toute évolution sur les futurs possibles et souhaitables est l'éducation, car elle est de bonne qualité dans ce pays, même si elle n'est pas suffisamment mise en valeur, et elle constitue un outil majeur pour développer une plus grande ouverture du pays, à l'Europe d'abord, à la Méditerranée ensuite, puis au monde.

Tableau 1 : Priorités d'action pour les chemins de transition de la Croatie dans le cadre du scénario 4 de MED-2050, et aux échelles du pays, de l'UE et du monde méditerranéen

Secteurs	Echelle : Croatie	UE	Méditerranée
Atouts			
Education	Bon niveau à entretenir et enrichir	Entrer dans un réseau d'excellence européen	Étendre les relations à tout le pourtour
Tourisme	A développer de manière à mieux intégrée l'hinterland ; Valoriser tous les aspects culturels et gastronomiques	Développement autonomie : « smart islands »	Valorisation toute île Promouvoir la singularité de chaque site dans un "Tout méditerranéen".
Système de santé	A améliorer	« Silver » économie	Intérêt pour toute la rive nord
Energies marines renouvelables	Fort potentiel (chantiers navals, puits de carbone...) et développement du multi-usage : pêche, aquaculture, tourisme...	Un des nœuds du réseau européen "smart grid"	Valorisation de toute île et adaptation locale du multi-usage

Image	Un croisement des influences au Nord, comme à l'Est et au Sud	Une des fenêtres de L'UE continentale vers la Méditerranée	Valorisation du dialogue des cultures via les musiques, les cuisines...
Les îles croates	Un trésor ! Laboratoire de d'aménagement, de durabilité et d'apprentissage de l'autonomie ; valorisation de l'expertise des chantiers navals	Potentiel de valorisation de toute île, surtout en Méditerranée. Bases pour des cités flottantes	Extension de méthodes, de modélisation, de matériaux, de technologies Extension à des cités flottantes
Contraintes			
Changement climatique	Adaptations à accélérer surtout en urbanisation, ressources en eau, résilience des écosystèmes, protection civile	Expériences à partager avec les pays de la rive nord	Expériences à partager avec les pays des rives sud & est ; anticipation des changements
Système de santé	Médiocre niveau (espérances de vie en retard sur la moyenne de l'UE). Une priorité	Pilier de la <i>Silver economy</i> (3 ^e et 4 ^e âges) pour tous retraités d'Europe	Régime méditerranéen étendu à l'ensemble de la santé (Croate = Crétois, la référence)
Tensions interculturelles et interreligieuses	Expérience millénaire de coexistence de différentes cultures à valoriser	Charte européenne du respect des diversités ; et soutien aux projets de mixité	Extension d'une charte similaire à l'échelle méditerranéenne
Inégalités sociales et de salaires	A faire progresser	Rejoindre la moyenne de l'UE via un cadre légal commun par étapes	Proposer des étapes de progression par des objectifs mesurables

Matinée du 26 mars :

Quelques mots d'introduction à cette matinée par Denis Lacroix. DL revient sur la difficulté d'assimiler ces scénarios, d'être familier avec ces projections et ces idées en si peu de temps. Cette 2^{de} journée, on peut avoir une meilleure appréhension de ces visions, en les transformant en recommandations. Il fait un second commentaire en constatant que la première richesse d'un pays, c'est sa population ; ce n'est pas l'environnement, la croissance ou le revenu global du pays. Nous partons de la situation actuelle de la Croatie et, on essaie d'imaginer comment elle peut évoluer. Nous parlons de la Croatie aujourd'hui et dans ce qu'elle sera dans le temps d'une génération (25 ans). Quelle peut-être l'évolution des gens et de la structure de la population, ce qui représente la clé, la Croatie représentant 1% de la population européenne, mais il n'est pas nécessaire d'être nombreux pour avoir une influence. Nous souhaitons insister sur cette spécificité de ce pays et la projeter sur une génération. Le 3^{ème} point : nous avons peu parlé d'une chose très importante qui sont les technologies, et nous vivons une phase d'accélération de ces technologies, et le concept d'accélération est assez difficile à comprendre. Nous entrons dans une phase de l'IA et des processeurs quantiques (1 million de fois plus petit et 1 million de fois plus rapide). Vous devez intégrer cela : nous allons vivre cette révolution qui est juste devant nous. Il faut avoir conscience de la science, pour en garder le contrôle, mais peut-être dans certains pays, sous certains régimes, cela peut être l'opposé, donc gardez cela en tête, nous devons faire face à une nouvelle révolution avec beaucoup de technologies, et vous pouvez avoir des atouts mais aussi des contraintes, comme le mythe de Prométhée, cela peut être bien, cela peut être mal, ou les deux. Un dernier mot pour faciliter les débats : nous pouvons faire une longue collection de recommandations, et on peut le faire pour chaque scénario, mais par manque de temps, nous avons limité cet exercice à 2 scénarios. Peut-être allons nous voir l'émergence de ce qu'on appelle des mesures sans regret, des recommandations qui peuvent être les mêmes dans deux scénarios très contrastés, et ce serait encore plus surprenant si nous retrouvons ces mesures sans regret quel que soit le scénario. Cette intelligence collective peut nous aider à dessiner ce que peuvent être les mesures sans regret pour ce pays. Cela peut être présenté à n'importe quel décideur politique, en disant n'hésitez pas à prendre cette mesure, car quelque soit la situation ou le scénario, cela fait sens. Je suggère qu'à la fin du débat, si vous y êtes intéressés, d'identifier un petit nombre (shopping list) de recommandations : 5 au maximum.

Suite à cette introduction, les rapporteurs de chaque groupe ont présenté les résultats de leurs travaux (voir partie de l'après-midi du 25 mars). Chaque présentation a été l'occasion d'un débat avec l'ensemble des participants.

o **Débat sur la restitution des travaux du groupe 1 sur le scénario 1 : Inertie, marginalisation de la Méditerranée et pragmatisme.**

- Sur la question de la gouvernance et la fragmentation, par rapport à l'Europe, et de la complexité d'un système multi-échelle dans l'UE : les politiques supranationales, par exemple sur le tourisme, sont mises en place aux niveaux national, régional et local, nous constatons des écarts et un besoin d'orientation dans ce contexte : comment traduire des politiques internationales aux contextes locaux. Il y a aussi une différence entre la manière dont les organisations internationales perçoivent ces problèmes et comment ces problèmes se
-

manifestent à l'échelle locale. Une autre réflexion qui est partagée concerne la responsabilisation (accountability) des organisations internationales, notamment sur leur mandat pour mener ces transitions : il y a un besoin d'apprendre des processus de monitoring (et pas seulement de cocher les cases), et c'est la raison pour laquelle nous faisons un plaidoyer pour une gouvernance adaptée, et apprendre des expériences précédentes pour la transformation du système.

- Les Nations Unies (UNEP/MAP) doivent être réformées et avoir un rôle plus efficace, ce qui n'est pas forcément très réaliste, de la manière dont vous êtes financés et gérés.
 - Le tourisme pèse 25% du PNB, ce qui est dangereux dans un monde instable, et 89% de l'activité se fait dans les régions côtières, et représente 94% des revenus pour ces zones, centré sur le tourisme de masse et saisonnier. Pour un tourisme durable, cela nécessite de le diversifier. Pour sortir de la dépendance au tourisme, c'est une transition très complexe, et il est illusoire de penser que la structure économique peut être transformée en quelques années, c'est la raison pour laquelle nous faisons pression pour ces mesures sur le long terme, mais il s'agit de commencer maintenant pour avoir des effets positifs dans le futur.
 - Les revenus générés par le tourisme (cash flow), les profits doivent être retenus pour les locaux, et pour cela nous manque de mécanismes de suivi adaptés, notamment en termes de comptabilité, aussi sur la chaîne d'approvisionnement et ses conséquences sur l'empreinte carbone, et mettre en place une labellisation de commerce équitable et des modèles qui renforcent les capacités des communautés locales.
 - Dans ce scénario, il s'agit d'une marginalisation de la Méditerranée : quel peut être son substitut économique ? Que faire si des crises internationales chroniques déclassent la Croatie comme pays de visite ? De même concernant les dynamiques démographiques, y aura-t-il besoin d'ouvrir les frontières pour accueillir des réfugiés par exemple qui seront obligés de fuir les zones inondées en Europe. A ces questions de la dépendance au tourisme en temps de crise, nous pouvons tirer les leçons des crises passées, notamment celle du Covid. La résilience du pays a été démontrée lors de la crise du Covid, nous sommes le pays qui a recouvert le plus rapidement de cette crise. Ce segment économique est très résilient, même si cela n'est pas forcément positif, mais ce qui peut rassurer les investisseurs; ce qui n'a pas été forcément le cas pour d'autres secteurs (agriculture, industries, etc.), c'est aussi la raison pour laquelle concernant des changements sur le long terme, nous devons restructurer la gouvernance et les politiques publiques quand il s'agit du développement économique.
 - Sur la question d'avoir des personnes venir en Croatie à cause de la crise climatique, pas certain de la réaction de la société, car la Croatie est une jeune démocratie, avec un fort traditionalisme, avec un fort attachement au territoire national, ce n'est pas de la xénophobie, mais avoir des étrangers acheter des propriétés locales, comme en France ou au RU avec des riches achetant des propriétés et qui viennent pour 2 ou 3 mois ou pour passer leur retraite. La société change rapidement, par exemple ces 2 dernières années, la population a augmenté de 500 000 à 600 000 habitants, et ces personnes viennent de l'Indonésie, du Népal, et d'autres
-

pays, pour travailler en Croatie. Il y a une crise de la main d'œuvre en Croatie et on peut lire dans les journaux pour attirer cette main d'œuvre que l'on peut demander le salaire et les conditions que l'on souhaite.

- Nous sommes un pays extrêmement globalisé, si l'on considère la structure de la propriété de l'état réel, nous avons un fort pourcentage, de l'ordre de 2/3, de l'état réel sur les côtes croates est fait par les étrangers. Les étrangers peuvent venir en Croatie, c'est leur droit, et nous faisons partie de l'UE (espace Schengen), et on ne peut pas leur en limiter l'accès. Pendant le Covid, nous avons eu un modèle à la suédoise, très libéral, et ceux qui avaient des propriétés en Croatie, sont venus télétravailler d'ici. Donc c'est migration différente de celle que vous avez décrit (exemple de DL de migrants venant à cause de la montée des eaux, en citant la Hollande).
 - Si nous parlons de la part des produits industriels, l'industrie (7% avec une projection de 13% en 2030) a plus que doublé ses parts comparé à l'agriculture (3.47% du PNB). Il faut considérer que ce secteur industriel a 2 volets avec des entreprises qui vendent leurs propres produits sur des plateformes mondiales et connus à travers le monde, et les autres offrent des services de consultance pour le marché américain principalement, et les conséquences sur ce marché impactent les entreprises croates, et ces compagnies ont changé leur mentalité en ne restant pas dépendantes et essaient de développer leur propres produits et plateformes ; elles peuvent le faire en travaillant de n'importe où, pas seulement d'un bureau en ville, mais aussi travailler en zones rurales, et la Croatie soutient cette flexibilité, notamment le gouvernement avec la stratégie sur les spécialisations intelligentes ("smart specialisations") et les plateformes digitales, ce qui n'était pas le cas 3 ans auparavant. Le gouvernement croate soutient ce segment du développement. Pour l'agriculture, c'est différent, nous avons les terres, mais le problème c'est les politiques communes et la législation qui les régit. En Croatie, contrairement à la France ou l'Espagne, nous avons beaucoup d'espaces agricoles non exploités, ou utilisés pour des produits qui n'ont pas de valeur comme les céréales (pas de valeur ajoutée). En Croatie, il y a 1,8 millions ha de terres arables, soit 1/3 de la surface de la Croatie, et plus d'1/2 million de cette surface est faiblement utilisé, et ce qui est utilisé, c'est pour faire de l'huile d'olive, la culture des céréales, avec des technologies très efficaces. Les Pays-Bas, qui représentent la moitié du territoire de la Croatie, ont une surface de terres arables qui représente 50% de ce que possède la Croatie, et leur production agricole est plus de 4 fois plus élevée que ce que produit la Croatie grâce à la technologie. Concernant la technologie, nous avons avec le Ministère, des problèmes de bureaucratie pour obtenir ces fonds, que l'Italie par exemple n'a pas. Le problème n'est pas un manque d'argent, il y en a beaucoup pour ça, mais la bureaucratie pour avoir ces fonds est très stricte ; pour un projet ou une technologie, les délais pour obtenir une décision sont tels que les agriculteurs doivent attendre jusqu'à deux ans. Pour l'innovation, nous n'avons pas une meilleure situation, il y a beaucoup de fonds disponibles, mais le problème est la bureaucratie. Pour l'évaluation d'une innovation, le délai d'attente est d'un an, et passer ce délai, ce n'est plus une innovation. Ce n'est pas que nous n'avons pas l'intelligence en Croatie pour le faire, mais il n'y a pas de façon structurée de qui évalue les projets et de le faire de manière aisée ; et cela stoppe le développement de la
-

Croatie. En cela, l'utilisation des fonds européens est très limitée à cause de ces problèmes de bureaucratie.

- Quel que soit le scénario, la Croatie doit repenser sa propre production alimentaire et soutenir son secteur agricole, y compris la pêche et l'agriculture, et ceci doit être responsable, durable et basé sur les meilleures technologies. Pour la certification, j'ajouterai le commerce équitable pour soutenir la production alimentaire locale, ce doit être une certification pour les produits locaux, ou l'agriculture locale. Ces certifications existent mais doivent être améliorées, et mettre en place des certifications comme le Label rouge, en France, avec une combinaison de durabilité, production locale et commerce équitable. Pour l'"écolabel", nous avons tant de certifications en Europe, nous avons besoin d'avoir le nôtre, qui soit bien identifié qui soutient la production locale.
 - Sur les politiques pour réduire les locations, et la construction de maisons secondaires pour les touristes, car cela a de multiples effets sur la démographie, l'hébergement, l'économie, pour trouver des solutions à long terme. Nous pouvons tirer des leçons d'autres communautés, et il n'y a pas d'outils pour ce faire à l'échelle nationale.
 - Si nous souhaitons une société durable, nous devons avoir une économie durable, et elle ne peut pas l'être si le quart de l'économie est directement relié à une industrie unique et d'autres industries, comme la construction est complètement dépendante du tourisme. Faire du plaidoyer pour d'autres économies, c'est très bien, mais pour des transformations structurelles, nous avons besoin de politiques publiques objectives pour y arriver. Nous sommes tous d'accord qu'il faut renforcer l'agriculture par exemple. Par exemple, la taille des exploitations agricoles est trop petite, car les gens sont attachés à leur terre et ne veulent pas la vendre, et ne peuvent pas avoir des subventions de l'UE, ne sont pas compétitifs sur le marché.
 - Nous sommes un pays où il y a des idées de ce qu'il faut faire, mais le problème est que ces idées et ces expériences ne sont pas prises en compte dans le processus de prise de décision au niveau politique. Ces décisions sont prises en tenant compte d'autres critères. Il y a eu un poids de la société civile par le passé, mais les politiques utilisent les médias pour saper la valeur des ONG.
 - Sur la question du poids des corps intermédiaires, comme les syndicats ou les fédérations professionnelles. En Croatie, il y a une méfiance envers le système politique, et cette méfiance inclut les pouvoirs intermédiaires. En Croatie, il y a différentes représentativité de la société civile, il y a les grandes organisations qui sont professionnalisées comme le WWF Adria qui ont une perception positive auprès du public et des organisations proches de l'Eglise comme Caritas, ou celles qui viennent en aide aux populations, comme sur des problématiques de logement ou autres, qui sont aussi vues de manière positive par le grand public, et d'autres qui travaillent sur le développement durable, sur des problématiques financières, énergétiques, qui ne sont pas très visibles par le public, mais qui le sont dans les sphères de différents ministères, et d'autres encore (à gauche) qui promeuvent des sujets pas très populaires en
-

Croatie, comme LGBT+, qui sont perçues de manière très négative dans l'espace public. De plus, le gouvernement essaie de saper les mouvements de la société civile, car il n'y a pas de financement national pour la société civile, et il y a des financements ciblés pour les corps intermédiaires par des fonds structurels de l'UE, et avoir ce type de financements est vraiment très difficile. Depuis 2026, nous n'avons pas de stratégie nationale pour le développement de la société civile. Nous avons un comité pour le développement de la société civile qui est un organe gouvernemental et ses membres sont sélectionnés de manière peu transparente. Nous avons aussi des petits mouvements populaires qui sont très actifs dans les communautés locales, mais n'ont aucune visibilité à l'échelle nationale, mais ils font un travail très important pour aider les gens (migrants, catastrophe naturelle, etc.). Pour les syndicats, il y a aussi différents niveaux de visibilité, comme les syndicats d'enseignants, qui font grève et n'ont pas une très bonne image auprès de l'opinion.

o **Débat sur la restitution des travaux du groupe 2 sur le scénario 4 : Partenariat euro-méditerranéen pour une transition bleue-verte.**

Il est utile de compléter la présentation de la restitution de ce groupe par deux commentaires :

- a) Le fort émiettement des structures institutionnelles en Croatie (municipalités, villes), nous avons 20 comtés, 428 municipalités et 123 villes, par voie de conséquence, leur faible niveau de coordination et d'efficacité. La réforme territoriale reste à mener est problématique. Ce problème au niveau local se reflète au niveau macro, au niveau national par un manque d'efficacité de l'administration publique. Il y a beaucoup de fonctionnaires et la question de leur efficacité se pose. Le système est très lent. La régionalisation est aussi ancienne que la Croatie elle-même. Il est très compliqué de réformer cette régionalisation.
 - b) Pour faire la connexion avec le changement climatique, nous avons plus de 500 unités autonomes, et elles décident sur des sujets politiques à leur niveau. Il ne s'agit pas tant de leur nombre, mais aussi de leurs tâches, de leurs droits. Chaque niveau a son rôle, et les petites villes ont le même rôle que les grandes villes, mais pas avec les mêmes capacités, et cela ne fonctionne pas dans la réalité. Sur le changement climatique, chaque municipalité fait sa propre évaluation des risques. Ce qui est absurde, c'est que si vous identifiez un risque, si le gérer est trop coûteux ou peu pratique, alors vous pouvez l'évaluer comme acceptable. Si vous êtes une municipalité avec peu de moyens, alors pour vous, tous les risques sont acceptables, car vous ne pouvez pas les gérer. Sur la méthodologie aussi pour l'évaluation des risques, nous reconnaissons les risques qui se sont déjà produits mais nous restons aveugles vis-à-vis des risques qui ne se sont jamais produits, mais qui sont susceptibles de se produire.
 - Nous avons de bons exemples comme la région d'Istrie, avec de très bons exemples qui sont inclus dans le scénario 4 ; ils ont leur propre stratégie régionale pour chaque
-

ville dans ce comté avec l'élaboration de guides différenciés pour chaque communauté locale, comment et où investir, comment accélérer les processus, etc. Nous pouvons donc exploiter ces bons exemples, notamment l'UE peut s'en servir pour voir ce qui fonctionne ou pas, et comment faire pour que cela fonctionne si nécessaire.

- Robin fait une comparaison entre le cas croate et la complexité du découpage administratif français, avec ses différents niveaux de gouvernance et donc institutionnels et la bureaucratie, qui dépend de la manière dont se fait la coordination entre les acteurs, qui se fait plus ou moins bien en fonction de la région en question. Il rappelle le plan de 2007 à Leipzig pour aller vers une recomposition spatiale autour de grandes villes et améliorer la gestion du paysage. C'est un problème commun entre la France et la Croatie et nous devons travailler avec cette problématique. Il note que dans le scénario 1, les problèmes de gouvernance étaient présents de manière très pointue. Dans cet atelier, nous devons nous concentrer non dans les problèmes administratifs internes de la Croatie, mais sur votre vision de la Méditerranée, avec une approche plus large de la mer Méditerranée, et développer cette ambition que vous souhaitez pousser Pr. Zorko. Il souligne que la Croatie est un pont entre les cultures dans cette zone, mais c'est aussi une porte d'entrée de la région balkanique d'un point de vue géographique.
 - C'était le point discuté la veille, souligne une participante, avec des pollutions qui viennent de la Bosnie-Herzégovine, qui a pollué la mer Adriatique, et la Bosnie ne fait pas partie de l'UE et n'est pas soumise à ses réglementations. Dans ce cas, nous pouvons promouvoir l'idée méditerranéenne vers la région des Balkans (la partie occidentale des Balkans), une région où résident des enjeux potentiels de sécurité, car la situation n'est toujours pas réglée, avec des zones de guerre potentielle, et des zones sinistrées qui sont des défis pour le développement. Nous avons ce type de défis dans notre zone proche et c'est une contrainte géopolitique. Tant que cette zone n'est pas harmonisée avec les réglementations de l'UE, nous pouvons être un pont avec eux, mais nous ne pouvons pas les considérer comme partenaires (différences de législations sur les espèces par exemple). Dans ce sens, la Croatie devrait être la promotrice d'une idée méditerranéenne, de la réglementation et du droit européen. Il y a la possibilité de le faire avec des projets de coopération transfrontalière financés par l'UE, qui sont de très bons exemples de coopération entre le Monténégro, la Croatie, l'Italie, la Bosnie, etc. A travers ces coopérations, il y a matière à partager nos pensées et exemples positifs, dans différents secteurs : santé, tourisme, agriculture, etc. Pour ce qui concerne le manque d'emplois, les Balkans sont une région où les habitants partagent la même langue, et ce n'est pas une contrainte comme pour les personnes venant d'Asie ou d'Afrique qui ont besoin de passer une année de transition pour être en mesure de travailler en Croatie, et c'est un atout.
-

-
- Sur le terme “Région Adriatique-Balkan”, le terme “Balkan” est rejeté de manière unanime. Il existe une coopération Alpes, Adriatique qui fonctionne au sein de l’UE, qui inclut l’Autriche, l’Italie jusqu’à la Grèce. Sur le terme “Balkan”, c’est un discours géographique, et non pas une région mais un discours, qui a eu une consonance négative avec le terme “balkanisation”, qui a transformé le terme géographique des montagnes balkaniques en un discours politique. Le refus de cette appellation se retrouve dans tous les pays voisins, et le terme “Balkan occidental” est une construction sémantique inventée à Bruxelles, car plus simple d’appeler cette zone “ex-Yougoslavie moins la Slovaquie, plus l’Albanie”. Ce terme de “Balkan occidental” a plus à voir avec l’intégration ou non à l’UE qu’un concept géographique.

- Question de Robin Degron sur la relation entre l’UE et le Sud du Bassin d’un point de vue politique, pour revenir sur les propos de Mme la Commissaire européenne à la Méditerranée, Mme Suica en ouverture, sur le développement de multi-partenariats entre l’UE et la Tunisie, l’Egypte, le Maroc et sur l’UpM. Ce n’est pas une question de gouvernance locale, mais entre l’UE et l’Afrique, notamment l’Afrique du Nord.

Réponses : Pour ce qui concerne l’éducation, quelques personnes (pas nombreuses) viennent du Maroc et de la Tunisie viennent pour des raisons d’éducation, mais pour l’Egypte et l’Algérie, qui viennent traditionnellement depuis la seconde guerre mondiale, travaillent dans l’agriculture, la science et la médecine, viennent et s’installent ici. Il y avait la possibilité pour ces pays de trouver en Croatie, une éducation de bonne qualité, peu coûteuse et libre. Ils continuent de venir, mais nous devons développer plus de programmes en anglais. Il y a aussi des connexions économiques pour le développement des entreprises pour l’importation de matériaux dont les entreprises croates ont besoin, pas seulement le pétrole. Cela représente une voie pour multiplier les coopérations dans d’autres domaines, dans la culture aussi, dans le transfert de biens, dans la législation environnementale, et développer davantage les connexions éducatives avec les universités.

Sur le tourisme, en parlant de diversification du tourisme, nous n’allons pas vers un tourisme de masse, mais vers un tourisme ciblé, avec un tourisme culturel en fonction des infrastructures, car la stratégie pour le tourisme est un tourisme durable et de promouvoir le tourisme continental, et un tourisme durant toute l’année, pas uniquement en été et sur la côte adriatique, un tourisme plus tourné vers la nature, avec des revenus étalés sur toute l’année et des demandes pour les produits locaux, notamment agricoles, ce qui évitera les importations de ces produits d’autres pays, comme l’Egypte ou le Maroc.

- Denis Lacroix ajoute une mention discutée dans le groupe la veille et qui n’apparaît pas clairement dans les débats. Nous sommes dans un scénario d’intégration avec l’Europe, avec une volonté plus poussée de la population et du gouvernement de devenir des membres actifs de l’UE, parce que c’est la fenêtre principale de l’Europe continentale vers la Méditerranée : Espagne, Italie, Croatie, Grèce, France. Nous
-

devons aller vers deux choses : une gouvernance plus intégrée, comme vous avez mentionné le problème d'avoir différentes actions de différents ministères, sans intégration effective de la gouvernance, et une série de décisions, alors que la Croatie n'est pas un grand pays, et cela devrait être plus simple. L'UE pousse à cette intégration, car certains problèmes sont transversaux comme le changement climatique. 2ème point, vous avez décrit la société comme isolée dans son esprit, plutôt conservatrice (une mentalité autrichienne appliquée à la région méditerranéenne). Dans la volonté de l'UE d'anticiper les changements futurs, notamment de l'énergie, la gestion de l'IA ; l'unique cadre réglementaire vient de l'Europe : la décision de stopper les moteurs à combustion thermique en 2035 ; cette image de l'Europe qui anticipe, contrairement aux USA "Drill baby, drill". Cette capacité à anticiper, peut-elle devenir une différente façon de penser de toutes les instances en charge de la gouvernance à tous les niveaux de décision, intégrant cette responsabilité ? Est ce que cela ne vous mène pas à mieux intégrer le futur pour être en mesure de le gérer comme vous l'avez anticipé au préalable ? Est ce que cela peut être une des conclusions de ce scénario ?

Réponse : vous avez dit que nous sommes un peu étroits d'esprit et pas ouvert aux changements, mais je pense que les croates sont capables de s'adapter. La situation a rapidement changé en Croatie, par exemple avec des permis de travailler ouverts à tous, même si cela était mal vu au début, les croates ont réalisé qu'il n'y aurait pas de saison touristique sans travailleurs étrangers.

Le réel problème n'est pas d'être conservateur à l'image des Autrichiens. Avoir une vision, anticiper les problèmes et les solutionner, ce qu'on peut qualifier d'une loi collective d'estime de soi, pas seulement parce que nous sommes une jeune démocratie, mais aussi parce que parce que nous le sommes, nous sommes très adaptables, et flexibles dans notre façon de réagir au lieu d'agir de manière pratique, mais cela est en train de changer. L'expérience au sein de l'UE est en train de transformer cela. Un exemple avec les îles avec l'initiative de l'UE sur les énergies propres pour les îles mise en œuvre en 2018 avec l'idée de tester des solutions d'énergies vertes ciblant de petites communautés sur les îles ; les îles croates ont été très actives dans cette initiative (sur 35 îles participant à cette initiative, 8 sont des îles croates), et la conclusion est qu'on ne s'en sort pas si mal, et nous inspirons certains gouvernements d'autres pays sur la loi, comme le Danemark ou l'Irlande pour trouver des solutions. Ce genre d'initiative vous aide à voir ce que font les autres, mais aussi de mieux apprécier ce que vous faites en mieux. Reproduire ce genre d'initiatives, pas seulement dans le domaine de l'énergie et l'étendre à d'autres domaines et inclure l'Afrique du Nord et le Sud de la Méditerranée pourrait être une façon de penser dans le long terme la connexion entre le Sud et Nord de la Méditerranée.

- Le rôle que peuvent jouer les médias dans la promotion de "l'estime de soi", leur rôle est très important pour promouvoir cette image, car une faible estime encourage l'inaction et la résignation.
-

-
- Sur la capacité de réagir, face à des catastrophes qui se sont produites en Croatie, par exemple sur la défense anti-feu à Split en 2017, où il y a eu un méga-feu, et il n'y avait pas la capacité d'éteindre ce feu, c'est le club de foot qui a participé à éteindre ce feu en utilisant de la terre, car il n'y avait pas assez d'eau pour le faire. Aujourd'hui, nous faisons face au changement climatique, etc. Il n'y a pas par exemple d'exercices à l'école pour s'y préparer, il n'y a pas de mesures pour réagir à un tremblement de terre, et nous sommes dans une région sismique. Nous refusons de projeter quoi que ce soit qui pourrait nous arriver, et nous devons franchir l'étape suivante, en nous projetant et en ayant ces scénarios ; cela demande un changement dans les mentalités.

Les propos sur le méga-feu de Split sont contredits par un représentant de la sécurité civile, car ces faits sont rapportés par les médias et ne correspondent pas à la réalité des faits. On peut considérer les mécanismes de protection civile comme un succès panméditerranéen et comme un exemple pour d'autres mécanismes de coopération. Les mécanismes de protection contre le feu sont considérés comme des succès et à partager. Cependant, ce constat reste relatif car toutes les villes n'ont pas les mêmes moyens pour investir dans la prévention des risques, et en fonction de cela doivent faire des choix (ex : payer pour des crèches ou la prévention des risques). Dans le système politique qui prévalait il y a 30 ans, la protection civile était prise en charge par les militaires, en lien avec une attaque nucléaire. Maintenant, nous ne sommes plus dans la même configuration, et nous avons oublié ces pratiques, y compris dans les écoles.

o **Synthèse et conclusion**

R. Degron introduit sa première conclusion de cet atelier en Croatie. C'est un premier report car l'équipe du Plan Bleu avec Denis, nous allons préparer un long rapport qui sera pour le travail global, une vision méditerranéenne du futur. C'est donc un premier rapport, une première conclusion et fin 2026, nous préparerons un autre rapport qui ne sera pas MED 2050, mais les visions des Méditerranéens des futurs possibles de la mer Méditerranée et du monde méditerranéen, qui sera basé sur les ateliers du Maroc, de la Tunisie, de la Croatie, et quand nous aurons les financements, nous lancerons une nouvelle série d'ateliers autour du bassin, peut-être en Turquie, en Egypte, à Chypre, à Malte, en Italie pour avoir une vue globale de vos visions futures de la Méditerranée. Nous sommes juste au début du chemin, car nous avons besoin de temps pour considérer et imaginer le plus intéressant, plus intelligent et réaliste chemin de transition vers le meilleur scénario du rapport MED 2050.

La Croatie est sûrement au coeur du Bassin méditerranéen, et vous avez une responsabilité de penser le futur du Bassin méditerranéen, mais vous êtes au bord de l'UE et vous devez faire face, et peut-être reconstruire une vraie unité du continent européen, y compris cette zone des Balkans occidental. Vous êtes aux frontières et il est essentiel pour vous de considérer votre futur, parce que votre espace n'est pas suffisamment unifié : vous devez faire face à des problématiques environnementales avec la Bosnie et d'autres pays des Balkans. C'est un pays atypique de ce point de vue, avec un petit territoire, une faible population.

Deux scénarios, le 4 et le 1, scénario du pire, mais dans les 6 scénarios MED 2050, il y a une constante : le changement climatique. Je pense que cette question du changement climatique est une question d'unification pour le Bassin et particulièrement pour la Croatie, et la zone des Balkans. Chaque année, il y a un méga-feu autour du Bassin, et de plus en plus ce genre d'impact aura lieu autour du Bassin, de plus en plus fréquemment. C'est un facteur d'unification du Bassin pour adresser en commun la même problématique et éviter d'être divisés et de le rester, à la suite d'une histoire complexe et douloureuse, spécialement dans les Balkans.

Sur la conclusion du scénario 1, la question de la gouvernance a été centrale, pas seulement pour répondre aux problèmes de la protection civile, mais généralement pour répondre aux transitions, et le système multi-niveaux de gouvernance de l'UE est trop compliqué, complexe et peut-être un facteur de désignation des populations locales. Ils ne comprennent pas le niveau de l'UE, national, régional, comtés (départements en France), intercommunalité, communautés locales. Nous avons comme en France, une fragmentation verticale mais aussi horizontale avec beaucoup trop de localités. Il faut donc repenser et simplifier le système de gouvernance de l'UE, en tenant compte du poids et de l'impact de la société civile qui n'est pas très organisée par les pouvoirs locaux et nationaux, en Croatie. Mais c'est un bon point pour être réactif et gérer les transitions, en lien avec l'équité des genres. Je note le point sur la réforme des Nations Unies et je serai avec T. Hema, la voix de cette volonté de renforcer en simplifiant le système des NU et lui donner plus de pouvoir. Il est important de le dire maintenant car le système des NU est affaibli par la situation mondiale (situation aux USA).

L'autre point sur la situation économique et du développement socio-économique concerne le tourisme. Il y a une volonté claire de faire une transition de ce tourisme, d'un tourisme de masse vers un tourisme ciblé, avec une volonté de promouvoir à la fois le tourisme du patrimoine naturel et culturel, et devenir un "Costa-Rica" de l'UE. Il serait bien d'élargir l'approche touristique, en ayant plus de saisons pour découvrir la Croatie, et pas seulement sur la côte, mais aussi dans l'hinterland. A la fin des débats de ce matin, ce fut très positif. Il y a beaucoup de potentiel en Croatie, en termes d'agriculture, notamment locale, IT, industries, de compétences, car il y a une diaspora croate à travers le monde et c'est le premier des atouts de votre pays, votre intelligence et votre capacité à penser le futur, donc il y a des points positifs dans le pire des scénarios.

Pour le scénario 4, il y a eu aussi des points positifs. : intelligence collective, position géographique qui est vraiment stratégique en Adriatique, mais aussi dans l'UE, en connexion avec le Sud du Bassin pour des raisons historiques, et d'un point de vue académique entre le Sud du Bassin et l'ex-Yougoslavie, qui représente un atout d'un point de vue historique ; un haut niveau d'éducation et une capacité de résilience, notamment des petites îles de l'Adriatique, mais également globale, comme démontrée pendant la période du COVID, et une résilience qui puise ses racines dans la guerre. Vous avez de bons facteurs pour promouvoir votre propre futur mais aussi le futur de l'UE. L'UE est très complexe et je pense que nous devons la simplifier. Ce scénario 4 qui est un scénario positif soulève des aspects négatifs de la construction européenne et entre l'élargissement à toute la région des Balkans, je pense que nous devons réformer l'UE, et repenser une façon de penser et de faire sur le terrain pour éviter la désignation locale et une sorte de déresponsabilisation à toutes les échelles. Ce point est important, ce système de gouvernance multi-niveaux peut-être un cauchemar et un peu suffoquant pour les initiatives sur le terrain. Je pense que c'est un message que nous pouvons donner à D. Suica et à la Commission européenne parce que ce scénario très positif est conditionné en réalité par une réforme et une révision de la manière de penser et de faire l'UE. Sur cette base, nous pouvons passer à la Méditerranée, et promouvoir un modèle méditerranéen, donc du scénario 4 nous passons au scénario 5 et penser un futur commun pour le Bassin méditerranéen,

parce que nous sommes tous des sœurs et frères de la Méditerranée. Nous sommes liés par cette goutte d'eau : trop d'eau en hiver, et peu d'eau au printemps et en été, avec des conséquences en termes de sécurité civile (feux, etc.).

Première conclusion (non définitive), nous avons une situation qui n'est pas critique, nous avons du temps pour réagir, mais c'est le moment de réagir, avec un nouveau système de gouvernance de Bruxelles vers Dubrovnik avec une vision plus durable du tourisme, et de l'activité économique en général, un tourisme plus ciblé, un tourisme de haut niveau, pas seulement naturel, mais aussi culturel avec un patrimoine à promouvoir ; et ouvrir la voie à de nouveaux projets pour la mer Méditerranée. Pour le Plan Bleu, ces nouvelles visions ne seront pas seulement pour les visions de la Croatie, du Maroc, de la Tunisie, nous allons travailler, particulièrement en 2026-2027 et je serai à Barcelone demain pour défendre mon budget pour promouvoir ce type d'ateliers tout autour du Bassin pour construire des visions et peut-être une vision de la mer Méditerranée à l'horizon 2030 au moins.

Remerciements.

À retenir :

- Lors de son allocution, Mme Suica a annoncé travailler à la préparation d'un nouveau Pacte pour la Méditerranée, en y incluant aussi les pays du Golfe, qui ne font pas partie de la Méditerranée. Selon elle, on ne peut pas penser le futur de la Méditerranée sans prendre ces pays en considération. Cependant, la vision de la Commissaire européenne à la Méditerranée est bien différente du scénario 4 MED 2050 : "Partenariat euro-méditerranéen pour une transition bleue-verte". En effet, comme l'a souligné une participante, dans le discours de la Commissaire la notion de partenariat est centrée sur le bilatéralisme, et des accords sur mesure avec certains pays de la rive sud et est de la Méditerranée, et du Moyen-Orient. Mme Suica a conclu son intervention en déclarant qu'elle attendait les résultats de cet atelier, pour apporter des inputs au nouveau Pacte pour la Méditerranée. Elle a également émis une préférence pour le scénario 4 qui est, selon elle, faisable et plausible.
- L'UNOC 3 mettra la mer Méditerranée au centre de son travail et le Président E. Macron envisage d'organiser une réunion spécifique avec les leaders des pays méditerranéens à cette occasion.
- Le rapport MED 2050 est majoritairement bien accueilli par les participants, et une participante exprime sa reconnaissance vis-à-vis du Plan Bleu pour la production de cet exercice, et souligne qu'"avec cet outil, nous allons vers une vision commune et un futur commun".
- La question de la gouvernance, les notions de transparence, d'efficacité et de responsabilité, ainsi que la coopération entre les Etats, entre l'Europe et les pays de la Méditerranée, entre les différents secteurs, ont été au cœur des débats de cet atelier. Certains participants ont soulevé le besoin de considérer différentes échelles de gouvernance, du supranational au local, et la question de leur interconnexion. Il s'agit pour certains de dépasser les différents besoins et intérêts, notamment des Etats, pour introduire une idée commune de la Méditerranée et aller vers des objectifs communs. La

coopération, autre mot clé de ces discussions, représente une chance, avec une gouvernance adaptée, de transformer une stratégie en réussite.

- La nécessité d'un changement dans les mentalités et le renforcement des capacités ont été également mis en avant pour construire des sociétés durables, notamment en utilisant le levier de l'éducation et en ciblant les plus jeunes et les futurs citoyens pour éviter de reproduire les mêmes erreurs.
- Pour ce qui concerne la Croatie, la sortie de la dépendance au tourisme est une idée partagée de manière unanime. Cependant, pour certains, il s'agit d'une transition très complexe. Cette transformation de l'économie nationale nécessitera du temps et devrait s'envisager dès maintenant et être programmée sur le long terme. Une économie durable en Croatie ne peut reposer sur un seul secteur d'activité, qui conditionne nombre d'autres secteurs (construction, alimentation, etc.). Cette idée rejoint la question de la diversification des secteurs économiques, en particulier le besoin de la Croatie de repenser sa propre production alimentaire, et de soutenir son secteur agricole, y compris la pêche et l'agriculture, en se basant sur des activités responsables, durables et utilisant les meilleures technologies.
- Le fort émiettement des structures institutionnelles en Croatie (municipalités, villes, comtés) et par voie de conséquence, leur faible niveau de coordination et d'efficacité a longuement été débattu. Pour certains, une réforme territoriale reste à mener mais elle est problématique. Ce problème au niveau local se reflète aussi au niveau macro, particulièrement au niveau national, par un manque d'efficacité de l'administration publique, source de lourdeurs administratives et de bureaucratie qui entraînent résignation et inaction.
- Le potentiel de la Croatie a été souvent évoqué : de par sa situation géographique et géopolitique, elle a vocation à devenir un pont entre l'UE et la Méditerranée. Ainsi, en repensant son identité méditerranéenne, elle a tous les atouts pour jouer un rôle dans la promotion d'une idée méditerranéenne, de la réglementation et du droit européen, à travers par exemple des projets de coopération transfrontalière financés par l'UE.